

HAUT-COMMISSARIAT DE LA
RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE CALÉDONIE

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE NORD

AMPLIATIONS	
Haut-Commissariat.....	1
Secrétariat Général.....	1
Mairie.....	1
Compagnie de Gendarmerie.....	1
SAN.....	1
JONC.....	1

ARRETE HC / SAN / N° 044/2019 du 09 octobre 2019

**Portant restriction exceptionnelle de la vente de boissons
alcooliques et fermentées à emporter dans les débits de boissons de
3^{ème} et 5^{ème} classes et interdiction de consommation de ces boissons
dans les lieux publics dans le périmètre de la commune
de PONERIHOUEN**

**LA COMMISSAIRE DELEGUEE DE LA REPUBLIQUE POUR
LA PROVINCE NORD,**

- VU la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- VU la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- VU le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,
- VU la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons, modifiée par la délibération n° 81 du 23 mai 1985,
- VU la délibération n° 2016/244/APN du 28 octobre 2016 de l'Assemblée de la Province Nord relative au régime des débits de boissons,
- VU le code de la sécurité intérieure,
- VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination du haut-commissaire de la Nouvelle-Calédonie, M. Laurent PREVOST,
- VU l'arrêté du 23 mai 2018 portant nomination de Mme Marie-Paule TOURTE-TROLUE en qualité de commissaire déléguée de la République pour la province Nord, auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ;
- VU l'arrêté HC/DLAJ/BAJE n°2019/194 du 02 septembre 2019 portant délégation de signature à Mme Marie-Paule TOURTE-TROLUE, commissaire déléguée de la République pour la province Nord auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ;
- VU les demandes formulées par M. le Maire de la commune de Ponérihouen, reçues le 25 juin 2019;
- VU les avis du commandant par suppléance de la Compagnie de gendarmerie de Poindimié, du 26 juin 2019 ;

CONSIDERANT qu'il est constaté, particulièrement le vendredi en fin de journée, le samedi et le dimanche, une recrudescence notamment chez les jeunes, de l'alcoolisme sur la voie publique, à l'origine de bagarres occasionnant des troubles à l'ordre public ;

CONSIDERANT que les violences commises sur la voie publique par des personnes fortement alcoolisées sont à l'origine d'ameutements et d'attroupements qui portent atteinte à l'ordre public ;

CONSIDERANT que la présence de personnes fortement alcoolisées sur la voie publique est à l'origine de nuisances sonores, particulièrement en période nocturne ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures conservatoires pour maintenir l'ordre public en prévenant les troubles liés à la consommation abusive d'alcool ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La vente de boissons alcooliques et fermentées à emporter est interdite dans les débits de boissons de 3^{ème} et 5^{ème} classes dans le périmètre de la commune PONERIHOUEN :

du 18 octobre 2019 et jusqu'au 17 janvier 2020 comme suit:

- tous les vendredis de 12h00 (midi) à 24h00 (minuit)
- tous les samedis de 12h00 (midi) jusqu'aux dimanches 24h00 (minuit)
- tous les jours fériés de 12h00 (midi) à 24h00 (minuit) soit :
 - ✓ le 1^{er} novembre 2019 (La Toussaint)
 - ✓ le 11 novembre 2019 (L'armistice)
 - ✓ le 25 décembre 2019 (Noël)
 - ✓ le 1^{er} janvier 2020 (jour de l'An)

ARTICLE 2 : Sont exclus des dispositions du présent arrêté :

- les détenteurs d'une licence de 1^{ère}, 2^{ème} et 4^{ème} classes (hôtels et restaurants) ;
- la vente d'alcool en bouteilles de verre d'une contenance inférieure ou égale à un litre et demi et dont le titre alcoométrique n'excède pas 18 degrés, à l'exception de la bière, **par les commerçants en vins et alcools spiritueux tirant l'essentiel de leurs revenus de cette activité (cavistes).**

ARTICLE 3 : La consommation des boissons alcooliques et fermentées est interdite dans les lieux publics de la commune de PONERIHOUEN.

ARTICLE 4 : Le Maire de la commune de PONERIHOUEN, le Commandant de la compagnie de gendarmerie de POINDIMIE ainsi que le Commandant de la brigade de gendarmerie de PONERIHOUEN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, ainsi qu'aux lieux habituels, et publié au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie (*JONC*).

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Nouvelle Calédonie dans le délai de 2 mois qui court à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

**La Commissaire déléguée de la République
pour la province Nord**



Marie-Paule TOURTE-TROLUE